

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

**MEETING** De solidarité avec  
la lutte du peuple Zimbabwe  
**Avec la participation  
d'un dirigeant  
de la ZANU**

Jeudi 6 avril à 20 h 30  
Salle de l'AGECA  
177, rue de Charonne Paris 11e

Ce meeting, organisé par le comité Zimbabwe, a reçu le soutien de l'Humanité rouge, du PCRml et de Drapeau rouge.

## Editorial

### Chômage

#### *La réalité et les discours*

Le chômage est au centre des préoccupations des travailleurs, au centre des luttes que mène la classe ouvrière.

La faillite et la nocivité du système capitaliste sont là : plus d'un million et demi de chômeurs, une jeunesse privée d'avenir, les femmes renvoyées au foyer ou condamnées à y rester, le racisme suscité et organisé, la répression et les crimes contre les travailleurs immigrés, sans compter la misère, le drame et l'humiliation qui s'installent dans les foyers et poussent certains au désespoir. Pendant ce temps, c'est l'exploitation accrue pour ceux qui sont au travail.

C'est pourquoi, pendant la campagne électorale, tous les prétendants au pouvoir ont multiplié les promesses sur la réduction du chômage. La gauche promettait sa disparition en quelques années par le miracle des nationalisations.

Barre a multiplié les artifices et les trucages pour nous faire croire que le chômage était en régression. La majorité toute entière nous assurait que si on lui donnait la possibilité de poursuivre son œuvre d'« assainissement économique », elle viendrait à bout du chômage.

Les élections sont passées. Barre succède à Barre, et du côté de la majorité, on continue de promettre la réduction du chômage. Mais la réalité s'annonce tout à fait différente des discours.

Déjà, on reparle des milliers de licenciements nouveaux qu'entraînera la poursuite du plan de restructuration de l'industrie sidérurgique ; les liquidations dans le textile vont se poursuivre à bonne allure comme chez Boussac et Rhône-Poulenc.

La politique que les capitalistes français appliquent, c'est de liquider tous les secteurs non-rentables et en déclin (c'est-à-dire là où les profits ne sont pas suffisamment juteux) pour investir et réorganiser dans les secteurs qui peuvent assurer, face à la concurrence internationale, un taux de profit suffisant. C'est ce que Ceyrac appelle « liquider les canards boiteux » d'une part et « reconstituer les marges des entreprises » d'autre part.

Dans les deux cas, cela signifie des licenciements et des suppressions d'emplois puisque la règle d'or de l'« assainissement », c'est pour les patrons d'augmenter la production en diminuant le nombre des ouvriers. Récemment, un chroniqueur du journal économique « Les Echos » rappelait que toute l'évolution récente du chômage avait été prévue dans les études pour la préparation du VIIe plan et que ces mêmes prévisions annonçaient, pour la période 1978-1983, de 5 à 600 000 chômeurs supplémentaires. Et il ajoutait « Quant aux prévisions à court terme, elles ne permettent guère de croire à la possibilité d'une croissance spontanée en France plus rapide que chez nos voisins, c'est-à-dire s'effectuant à un rythme annuel supérieur à 3%. Or, à une telle croissance de 3% correspond à peu près, dans l'état actuel des choses, une augmentation annuelle du chômage de l'ordre de 150 000 personnes ».

Ainsi, l'avenir prévisible, c'est encore l'accroissement du chômage. Face à ces chiffres et à ces prévisions, les discours bourrés d'« ouverture » et de « concertation sociale » des patrons et du gouvernement prennent tout leur sens. Ces paroles si loin de la réalité trompent de moins en moins de gens.

Plus que jamais, le mot d'ordre « On ne négocie pas les licenciements, on les refuse » est à développer et à mettre en œuvre.

## APRES LE MAZOUT, LES GRENADES OFFENSIVES

**Violente répression de la manifestation anti-marée noire à Brest. Pendant 2 heures les CRS chargent dans les rues en utilisant grenades lacrymogènes et grenades offensives. Pendant la nuit ce sont les rafles. Voir articles page 7**



### Boycott du «Mundial»

#### *Le mouvement inquiète le régime argentin*

Le mouvement de boycott de la Coupe du monde de football destiné à dénoncer le caractère fasciste du régime argentin du général Videla se développe très favorablement dans le monde. A tel point que le général Roberto Viola a déclaré samedi à Buenos Aires devant des chefs d'entreprise que « l'image internationale de l'Argentine est un motif de préoccupation pour le gouvernement », et il a ajouté « L'existence de campagnes en Europe occidentale et en Amérique du Nord crée des situations assez difficiles ».

Le général Viola, chef de l'état-major argentin, a encore annoncé que « le gouvernement s'est engagé à effacer les causes qui pourraient produire cette image défavorable et à développer d'autre part l'action psychologique adéquate pour mettre un terme à cette campagne qui affecte réellement l'Argentine ».

On devait apprendre peu après de quoi il s'agit puisque le contre-amiral Carlos Alberto Lacoste a personnellement garanti la sécurité de tous les journalistes « objectifs » qui se rendront cet été en Argentine.

Il n'a pas dit ce qui arriverait à ceux qui ne seraient pas considérés comme « objectifs » par le régime fasciste de Videla.

Cela a fait d'ailleurs déjà l'objet de certains commentaires en Europe occidentale. C'est ainsi que la « Tribune de Lausanne » écrit dans son éditorial de dimanche :

« Ainsi donc, les masques sont tombés, les militaires argentins veulent bien tirer le plus gros bénéfice politique, intérieur et extérieur, du tour final, mais ils ne veulent pas d'une presse qui, sous le prétexte

subjectif d'informer, présente les revers de la médaille d'un Mundial onéreux : la misère, les chancres et les bavures de la répression... Que faire ? Baisser pudiquement le voile sur cette Argentine fasciste et se faire les complices de la gigantesque mascarade organisée par les bourreaux au pouvoir à Buenos Aires ? ou témoigner coûte que coûte ? ».

Le Mundial n'est pas encore en Argentine et le mouvement démocratique de soutien au peuple argentin va à coup sûr se développer.

## ● URSS

## Espagne

Deux membres du groupe ukrainien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki ont été condamnés à sept ans de camp à régime sévère suivis de cinq ans d'assignation à résidence. Ils étaient poursuivis depuis onze mois pour activités antisoviétiques. Au mois de juillet, deux autres membres du même groupe avaient été condamnés à dix et sept ans de détention. Au total, dix-sept membres des groupes Helsinki sont actuellement en prison.

Par ailleurs, Rostropovitch et sa femme Vichnevskaya ont fait appel au peuple soviétique pour lui demander de les aider à retrouver leur nationalité soviétique dont ils ont été déchus par les autorités. Ils continuent de se considérer comme citoyens soviétiques et ont déclaré qu'ils étaient prêts à retourner dans leur pays à tout moment.

Le général Grigorenko, déchu lui aussi de la citoyenneté soviétique quelques temps auparavant, a déclaré : « Ce pays est le mien et je souhaite y retourner même si je suis condamné à nouveau ».

# Des remous dans le PCE

Ça va mal dans le PCE en ce moment, les dissidents se font nombreux. Les problèmes au sein du parti révisionniste sont apparus nettement lors des conférences préparatoires au congrès national prévu du 19 au 23 avril.

Les raisons de ces divergences sont essentiellement de deux ordres : premièrement, le virage à droite du PCE et deuxièmement, l'absence de démocratie dans le parti.

Pour illustrer ce virage à droite, on peut rappeler les dernières déclarations de dirigeants du PCE dont celles de Carillo. C'est ce dernier qui, il y a maintenant quelques semaines, déclarait qu'il ne fallait plus faire référence au léninisme, les thèmes définis par Lénine étant devenus caduques.

Ainsi, le PCE ne devrait plus être qualifié de « Parti marxiste-léniniste », mais de « Parti révolutionnaire et démocratique ». Dans les faits, l'abandon du léninisme n'est pas cho-

se nouvelle et quant au terme de marxiste que Carillo souhaite conserver, il lui faut bien garder une couverture. Cette couverture qui ne le gêne pas pour déclarer lors d'une interview à Cambio 16, la semaine dernière que le chef de gouvernement Adolfo Suarez constitue « la seule garantie pour que l'Espagne ne soit pas de nouveau divisée en deux camps irréconciliables ».

Interrogé sur la forme de l'État, le secrétaire général du PCE a affirmé : « La monarchie est une formule de réconciliation nationale ».

## LA COLLABORATION DE CLASSE

Le virage à droite, c'est

aussi les déclarations de Camacho, autre dirigeant du parti révisionniste qui réclame l'entrée au gouvernement en expliquant : « La situation est grave à l'intérieur avec la crise économique, à l'extérieur avec le problème des Iles Canaries. Aussi, il faut former un gouvernement de large majorité représentatif de la quasi-totalité du pays comme en France après la Libération ou en Italie après la chute du fascisme. Une fois tout consolidé, alors seulement, l'alternative deviendra possible... En période d'exception, le problème ne se pose pas en termes absolus de partis, de monarchie ou de république, de socialisme et d'antimarxisme, voire de droite et de gauche. Il s'agit avant tout de pain, de paix et de liberté ».

Ainsi, il ne faut pas combattre ceux qui sont responsables de la crise, responsables du chômage qui

acceptée par la base du parti qui, bien sûr, n'a pas été consulté sur ces questions.

## DES LISTES NOIRES

Le problème est apparu au grand jour pour la première fois il y a une semaine au cours de la conférence régionale des Asturies. Cent treize délégués sur un peu plus de cinq cents ont quitté la salle des réunions après l'interdiction faite à l'un d'eux de prendre la parole. Ces militants ont fait paraître mercredi un communiqué affirmant que des listes noires de personnes qui ne devaient pas être élues au Comité régional circulaient au sein du congrès. Curieuse pratique pour un parti qui se dit encore « communiste » !

Il ne s'agit pas d'un fait isolé. A Malaga, en Andalousie, une trentaine de militants ont publié, égale-

d'Espagne, des voix de plus en plus nombreuses s'élevant dans le même sens condamnant la manière « autoritaire » dont le Comité central a fait voter, sans débat préalable, l'abandon du terme marxiste-léniniste.

## LES REMOUS TOUCHENT LE COMITÉ CENTRAL

Ces remous vont jusqu'à toucher le Comité central lui-même. L'un de ses membres, l'avocat Jose Ramon Herrero Merediz envisage de renoncer à ses fonctions car il reproche à la direction actuelle d'imposer l'abandon du léninisme sans auparavant, un débat dans le parti. De plus, il a affirmé que les méthodes et l'appareil du parti ne sont pas démocratiques.

Il n'est pas facile de trahir les intérêts de ceux

## Algérie : 5e congrès de l'UGTA

# Un avertissement des travailleurs

Le cinquième Congrès de l'Union générale des Travailleurs algériens vient de se clore à Alger. Il aura été précédé de nombreux et vifs débats.

Le Mouvement des travailleurs algériens a toujours, au cours de son histoire, lié étroitement la défense des revendications ouvrières à la lutte anti-impérialiste et démocratique.

La création de l'UGTA, en 1956, au cours de la guerre de Libération, affirmait clairement cette orientation en désavouant publiquement la CGT qui trahissait les intérêts nationaux et de classe des travailleurs algériens.

## DES CRITIQUES SÉVÈRES À LA DIRECTION

Ce cinquième Congrès, tenu seize ans après l'indépendance, abordait des problèmes de type nouveau. Sa préparation s'est déroulée dans un climat rappelant celui qui avait précédé l'adoption de la charte nationale du pays.

Réunis en de multiples assemblées générales, dans leurs unités de production, les travailleurs n'ont pas ménagé leurs critiques à l'égard de la direction en place et des orientations qu'elle avait impulsées.

Le bureaucratisme de certains cadres syndicaux a été sévèrement condamné. Nombre d'entre eux se sont vus accusés de se

montrer plus soucieux des problèmes de gestion et de rationalisation des entreprises que de défense des intérêts des travailleurs, d'être restés sourds aux revendications pressantes exprimées par ces derniers.

## LE GOUVERNEMENT EST ALERTÉ SUR CES PROBLÈMES

En chargeant un dirigeant du FLN, Mohamed Salah Yahiaoui, de coordonner la préparation du congrès, le gouvernement algérien a montré qu'il était alerté sur ces problèmes. Il a reçu en effet, mission officielle de veiller à ce que soit préparé « un congrès des travailleurs et non un congrès des cadres syndicaux ».

A la veille de la tenue du congrès, l'hebdomadaire officiel du FLN, « Algérie actualités », critiquait ouvertement le bilan négatif de la direction sortante de l'UGTA, en affirmant : « Ces structures ont éprouvé du mal à faire réintégrer des travailleurs arbitrairement licenciés et de la gêne à soutenir une section syndicale représentative et dynamique. Plus grave encore, elles se sont laissées surprendre par des grèves qu'il était

peut-être possible d'éviter ».

Il faut se souvenir que la vague de grèves qui a secoué tout le pays l'été dernier, touchant les dockers, les tramontans, les

cheminots, les médecins, les enseignants, avait résonné comme un sérieux avertissement à l'égard du gouvernement. L'action du FLN elle-même a été ouvertement contestée et des voix se sont élevées pour exiger une plus grande indépendance du syndicat par rapport au parti, une véritable démocratie syndicale.

A l'issue du congrès qui vient de se clore, les délégués ont élu les 500 membres de la nouvelle commission exécutive nationale (au lieu de 75). Les unions professionnelles ont été dissoutes, les fédérations nationales ramenées de 17 à 11 et des unions communales ont été créées pour permettre « un plus large contrôle de la base sur les instances dirigeantes ».

Le cinquième congrès de l'UGTA, tout en réaffirmant la mobilisation et l'engagement des ouvriers et des travailleurs algériens dans les tâches de l'édification nationale et de la lutte anti-impérialiste, aura rappelé clairement leur volonté de ne pas voir les richesses qu'ils produisent détournées au profit d'une minorité, mais bien mises au service de tous.



Les représentants de la bourgeoisie au complet, de la droite traditionnelle au PCE, rassemblés en octobre dernier à Moncloa pour signer un pacte anti-social. Une trahison de plus du PCE...



- trahison que les travailleurs n'ont pas acceptée. Aussitôt après la signature, d'importantes manifestations ont eu lieu en Espagne

prend des proportions inquiétantes (il a augmenté de 24 % en quatre mois) mais au contraire, les aider en gouvernant le pays avec eux. Voilà où en est arrivé le PCE, mais cette politique de collaboration n'est pas

ment mercredi, un document pour protester contre la manière dont s'est tenue la conférence locale du PCE il y a moins d'un mois et stigmatiser le manque de démocratie au sein du parti. Dans plusieurs provinces

qu'on prétend représenter. A vouloir aller trop vite dans le domaine de la collaboration avec les bourgeois, Carillo et toute la direction révisionniste risquent d'y perdre des plumes...



CGT

# Remous post-électoraux

Vendredi, Séguy tenait une conférence de presse au cours de laquelle il a vigoureusement dénoncé « les accusations inadmissibles portées par Edmond Maire contre la CGT » et noté « une propension

de la CFDT à s'éloigner de l'unité d'action ». Il réagissait ainsi aux récentes déclarations de Maire qualifiant la CGT de porte-voix du PCF et l'accusant d'avoir adopté sa stratégie conduisant à l'échec. Dans

une lettre adressée à Maire, rendue publique à cette occasion, Séguy se plaint de cette « véritable agression » de la CFDT et « s'interroge sur la question de savoir si cette propension de la CFDT à s'éloigner de l'unité d'action avec la CGT n'est pas liée à des intentions de reconversion stratégique, qui, sous couvert de réalisme, se rapprocheraient du réformisme que côtoie la CFDT au sein du mouvement syndical d'Europe Occidentale ».

de la concertation dans l'opérette de décrispation ? que fait-il en attendant ? Sortant de sa propre entrevue avec Giscard ne s'est-il pas borné à déclarer qu'il fallait « attendre et voir » pour juger les intentions du nouveau gouvernement, comme si elles n'étaient pas déjà toutes vues d'avance. Ce sont toujours les mêmes représentants des grands monopoles industriels et financiers qui, au sein du gouvernement Barre-bis, vont s'efforcer de continuer à gérer leur crise sur le dos des travailleurs.

Inquiétudes légitimes, certes, si l'on examine les dernières déclarations de Maire qui semblent bien marquées du sceau du plus pur réformisme. Mais Séguy lui-même, qu'a-t-il donc d'autre à proposer aux travailleurs maintenant que le Programme commun sur lequel il fondait ses propres ambitions de gestion du capitalisme, a volé en éclats ? Rien d'autre, au fond, que Maire, même s'il y met un peu plus de démagogie pour mieux faire avaler la pilule aux travailleurs. Il a beau affirmer bien haut « qu'il ne faut pas compter sur la CGT pour jouer la comédie

Séguy a également fustigé « une fausse conception de l'indépendance syndicale qui va parfois jusqu'à lui substituer une sorte de neutralisme à la Ponce-Pilate », témoignant ainsi des difficultés grandissantes qu'il rencontre à faire avaliser par nombre de travailleurs syndiqués à la CGT la politique antiouvrière du PCF. L'appel à resserrer les rangs et la cohésion de la CGT qu'il a lancé manifeste également que les prises de conscience et les critiques de sa politique continuent d'aller bon train dans les sections syndicales.

Barre :

## Trois petits tours et puis revient



## Allons-y !

Un lecteur nous a fait parvenir la photocopie d'un mot retrouvé dans sa boîte aux lettres avec un exemplaire de l'Humanité rouge. Il s'agissait du No 856 du mercredi 29 mars, comportant un éditorial de Claude Lebrun et l'article « Pourquoi j'ai adhéré au PCMLF ».

Voici cette lettre, toute simple mais si exemplaire et si lourde de signification :

*Je me suis permis de lire votre journal. Bravo camarades ! J'ai vingt-cinq ans de parti et votre édito m'ouvre les yeux. Camarades, je rejoins l'Humanité rouge et vous contacte pour ça. Continuons la lutte, mais avec le Parti marxiste-léniniste, plus avec le PCF et son rigolo de Marchais. Il nous a trompés. J'en ai gros sur la patate. Vingt-cinq ans pour recommencer. Mais allons-y.*

Salut communiste !  
Vive l'Humanité rouge !

**POUR TOUTE COMMUNICATION AVEC LE JOURNAL TELEPHONER AU 205-51-10**

Union de la gauche : l'impasse

Pourquoi ? (3)

## Renier pour s'unir

Les dirigeants du PCF, aujourd'hui encore, parlent un langage qui se veut marxiste. En 1965, quand ils soutiennent Mitterrand comme candidat à l'Élysée contre De Gaulle, ils parlent comme aujourd'hui de « L'union est un combat ».

C'est une manière de se donner des airs marxistes en citant des phrases qui se réfèrent aux principes communistes. Mais dans la réalité ? Dans les faits, ils ont renié de plus en plus tous les principes du marxisme dans la mesure où ces principes allaient à l'encontre d'une alliance avec des partis comme la SFIO (le PS aujourd'hui).

Les 8 et 9 octobre 1966, la gauche socialiste et le PCF essaient de s'unifier sur une campagne pour le Vietnam. Le PCF fait une concession énorme pour que l'unité se réalise : il accepte que du préambule de la déclaration commune soit enlevée l'allusion à « la guerre d'agression menée par les États-Unis au Vietnam ».\*

Le 5 juin 1967, commence la guerre des six jours qui oppose Israël, l'agresseur aux pays arabes. Débat au Parlement. Un seul orateur a le droit (selon la procédure) de répondre au ministre des Affaires Étrangères. Le PCF accepte que ce soit Guy Mollet.\*

Guy Mollet parle de droit à l'existence de tous les États et précise « et d'abord d'Israël ». Tout son discours est une défense d'Israël, à mots couverts qui ne trompent personne et surtout pas les députés du PCF. Pourtant, les dirigeants du PCF ne relèvent pas. Sur l'autel de l'Union de la gauche, ils sacrifient la solidarité avec les peuples arabes et palestiniens, comme ils l'avaient fait pour le Vietnam.

Au 17e Congrès du PCF, en janvier 1967, la même politique est développée. Tout d'abord, un fait important : Marchais se fait le pourfendeur de la Chine socialiste et des « gauchistes » et « maoïstes » en France. Ces

attaques ne sont pas nouvelles, mais d'une violence plus grande que les années précédentes.

Ces attaques antichinoises servent la nouvelle stratégie du PCF en politique intérieure. C'est Waldeck-Rochet qui prend là le relais. Il rappelle les conclusions de la dernière Semaine de la pensée marxiste : condamnation de l'existence d'un seul parti sous le socialisme, le Parti communiste.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que déjà, les dirigeants du PCF préparent le reniement de la dictature du prolétariat qui sera l'œuvre du 22e Congrès sous Marchais.

On peut alors lire dans l'Humanité du 6 janvier 1967 : « La politique du parti est la politique de l'ouverture sur la diversité, sur ce que l'on appelle en politique la pluralité ». Au congrès, Waldeck-Rochet parle d'unir « toutes les forces en lutte pour la démocratie et pour le socialisme ». C'est l'annonce de ce que le 22e Congrès appellera « Union du peuple de France pour un gouvernement démocratique ».

A toutes ses idées « nouvelles », qui n'ont rien de marxistes malgré leurs apparences, Guy Mollet, Mitterrand et Cie applaudissent des deux mains. L'union peut se faire d'autant plus facilement que la doctrine des deux partis se rapproche.

Aux élections législatives de 1967, la gauche unie obtient un relatif succès. Les dirigeants de la SFIO comme du PCF se voient déjà au pouvoir. Ils vantent le triomphe de la « voie parlementaire ». Soudain, dans le ciel rose de la gauche, éclate le mois de mai...

(Prochain article : Mai 68 : Voie parlementaire contre « subversion ».

\*A cette époque, les socialistes étaient très liés aux USA. Ils étaient aussi (comme aujourd'hui encore) liés à Israël.

**Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs**



## • Kodak

### Les 4x8 continuent

La lutte des travailleurs postés en 4 X 8 de Kodak Vincennes se poursuit :

- Pour l'obtention de la prime de fin d'année payée sur la base du salaire réel.
- Pour la mise en place d'une 5<sup>e</sup> équipe.

Depuis six mois, ils ont multiplié les débrayages, les manifestations, il y a un mois, ils occupaient le siège social de Kodak. Vendredi 31 mars, ils ont organisé un gala de soutien. Les postés 4 X 8 sont déterminés à faire aboutir les revendications. Une rencontre est prévue le 6 avril avec la direction. A suivre.

## • St Nazaire

### Grève à Eaton

90% des ouvriers de cette entreprise américaine, fabriquant des boîtes de vitesse se sont mis en grève le vendredi 24 mars pour lutter contre les mesures vexatoires de la direction et pour réclamer de meilleures conditions de travail.

Malgré de nombreuses manifestations et interventions, cette grève se heurte à l'intransigeance patronale, qui ne veut pas d'une victoire à la suite de la première grève. Elle pose toujours la reprise du travail comme préalable à toute discussion. Celle-ci sera décidée lundi 3 avril par un vote à bulletin secret. La majorité des ouvriers de cette entreprise viennent de la SENM où les travailleurs ont mené deux ans de lutte contre les licenciements.

### Grève des hospitaliers

Assemblée générale à l'hôpital d'Orléans La Source en grève. Le mouvement de grève des hospitaliers pour le paiement des 13 heures se poursuit et s'étend dans toute la province. Jeudi 30 mars, c'est l'hôpital de Girac, (banlieue d'Angoulême) qui s'est mis en grève illimitée.



## • Aix

### Grève au lycée E. Zola

Suite à l'échec d'une pétition adressée au rectorat pour la création d'un poste d'infirmière au lycée (plusieurs élèves nécessitant des soins immédiats ont été trouvés sur des brancards dans les bureaux administratifs), les élèves du lycée Émile Zola d'Aix-en-Provence ont décidé la grève, l'augmentation des effectifs des enseignants et du personnel d'entretien et la construction du terrain de sport qui est prévu dans chaque lycée.

Les lycéens en grève se prononcent aussi pour l'abrogation du nouveau dossier scolaire.

Communiqué.

## • Académie de Versailles

### Recteur «musclé»

Le mardi 28 mars 1978, une délégation de vingt-huit enseignants et surveillants en grève du CES Jean-Moulin de Sannois s'est rendue au rectorat de Versailles à l'appel des sections syndicales SNES, SGEN-CFDT, SNEP, SNI de l'établissement, pour demander le maintien de deux classes et de trois postes d'enseignement menacés de suppression.

Là on a refusé de les recevoir et toutes les portes ont été précipitamment verrouillées par les vigiles de service. Ce qui a donné lieu à quelques scènes cocasses : personnes entrant et sortant par les fenêtres, courrier suivant le même chemin. Mais au-delà du comique de la situation, il faut noter plusieurs aspects inquiétants : 1) un vigile a déclaré : « On les écrasera, comme des lapins ».

2) Au cours de la bousculade, une des enseignante présente a eu le poignet fracturé par un vigile qui a violemment fermé une porte métallique sur son bras. (résultat : quinze jours d'arrêt de travail et quinze jours de rééducation).

Ceci donne le ton et la manière avec lesquels les personnels sont accueillis dans les services chargés de les administrer.

Les enseignants et surveillants du CES Jean-Moulin à Sannois (95) sont déterminés à poursuivre l'action.

Communiqué

## La crise mondiale de l'acier

# Ses répercussions en Europe et en France

Les élections passées, les plans de licenciements redeviennent d'actualité. Parmi ceux-ci, la poursuite de la restructuration dans la sidérurgie qui entraînerait d'ici 1983 plus de 20 000 licenciements. Nous publions ici une correspondance de Lorraine qui donne le contexte international de ce plan capitaliste.

### L'ACIER

1) La production mondiale d'acier est en stagnation : 677 millions de tonnes produites en 1977, soit 0,2 % de plus qu'en 1976.

2) La production française d'acier est en baisse : 22,1 millions de tonnes en 1977, soit 4,8 % de moins qu'en 1976.

3) Il faut noter que si la crise de l'acier touche tous les pays capitalistes, en particulier de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, elle se répercute de manière inégale dans chaque pays. Tous les pays supportent la concurrence de la part des États-Unis et du Japon. Depuis deux ans, l'Union soviétique est devenue un des premiers producteurs mondiaux d'acier : ceci est dû à l'importance stratégique qu'accorde cette superpuissance à l'acier en vue d'édifier une puissante industrie de guerre.

L'URSS exporte peu d'acier et augmente sa consommation intérieure par la fabrication d'armement.

Il faut noter aussi l'augmentation de la part d'acier produit par les pays du tiers monde, qui de plus en plus refusent de n'être que des pourvoyeurs de matières premières des pays capitalistes, et veulent une infrastructure sidérurgique pour transformer le minerai. C'est le cas de la Corée, de l'Inde, du Brésil, de la Chine, etc. Ceci restreint le marché pour les monopoles de l'acier et entraîne une concurrence plus acharnée entre eux.

### UNE CRISE D'AMPLEUR MONDIALE

En Europe, citons particulièrement :

En République fédérale d'Allemagne :

- Restructuration chez Roebling-Burbach en Sarre, ce qui se solde par 3 500 suppressions d'emplois d'ici 1983.

- 3 500 suppressions d'emplois sur 7 000 d'ici 1983 à Neunkirchen.

- Au Luxembourg et en Belgique :

- 2 000 suppressions d'emplois dans la Minière et métallurgique de Rodange-Athus (MMRA).

Les sidérurgistes de cette entreprise mènent depuis plus d'un an une lutte très dure.

Sont prévues en tout 10 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie du Grand-Duché.

Le pire, c'est en Grande-Bretagne :

La British Steel Corporation (BSC) qui comprend 200 000 salariés prévoit d'ici cinq ans le licenciement de 40 000 personnes dont 15 000 en 1978, sans réduire sa production.

On voit que ce monopole a été nationalisé par les frères jumeaux anglais de Mitterrand.

### LA CRISE EN LORRAINE

Pour la France, c'est en Lorraine que les effets de la crise se sont faits le plus durement sentir.

Usinor emploie 36 000 salariés. Voici, d'après les informations bourgeoises, les licenciements réalisés en 1977 :

- 3 500 mises en retraites anticipées.

- 1 000 « départs naturels ».

- 673 licenciements « proprement dits ».

Soit en tout, près de 5 200 suppressions d'emplois !

Le cas le plus connu est celui de l'usine d'Usinor-Thionville, dont l'effectif a été ramené de 4 074 salariés en 1977, à 884 en 1978.

Sacilor-Sollac veut arrêter les installations sidérurgiques vétustes pour investir dans les installations compétitives. Des milliers de licenciements sont prévus. Sur ceux-ci on prévoit de recycler 500 sidérurgistes dans la mécanique et l'électricité.

Face à cette situation, la réponse qu'apporte le gouvernement, ce sont des promesses. Le patronat de la sidérurgie entend procéder à plus de 24 000 suppressions d'emplois avant 1983. Giscard a promis l'année dernière de créer 8 000 emplois dans l'automobile d'ici ... 1983 !! en implantant Renault à Thionville, Citroën à Ennery et Saviem à Batilly.

Aux licenciements prévus dans la sidérurgie s'ajoutent les licenciements de 3 000 travailleurs prévus par le plan de restructuration des mines de fer, les licenciements des petites et moyennes entreprises en aval et en amont de la sidérurgie, mono-industrie en Lorraine du Nord.

Pour mener à bien leur restructuration, les monopoles de l'acier bénéficient de l'aide directe de l'État : en 1977, 1 300 millions de francs de « prêt » de la part de l'État bourgeois au patronat de la sidérurgie dans le cadre du « plan acier ».

### LA RESTRUCTURATION AU NIVEAU EUROPÉEN

Les maîtres de forges

tissements programmés auront été réalisés (...). Les décisions que comporte la restructuration de la Lorraine n'ont d'autre but que d'augmenter sa compétitivité, par conséquent, d'assurer durablement son existence autour d'une capacité de production qui ne devrait pas être sensiblement différente dans trois ans de ce qu'elle était au début de l'année dernière » (1977).



Les sidérurgistes belges luttent contre les plans capitalistes de restructuration. Ici, à Athus, les travailleurs font dérailler les wagons.

estiment par la bouche de leur porte-parole, Jacques Ferry, que « les solutions à la crise que traverse la sidérurgie passent par l'Europe », par la constitution d'une Europe de l'acier.

En 1968, déjà, Ferry déclarait : « Le regroupement progressif, la restructuration progressive de l'Europe, et de son industrie ne peuvent se réaliser vraisemblablement qu'à travers d'abord une première phase de regroupements nationaux. Il ne faut pas pour autant rejeter l'idée de regroupements ultérieurs qui pourraient se faire au-delà des frontières ».

C'est là un aveu qui explique que les divers « plans de restructuration » de la droite, la « prise de participation majoritaire de l'État » du PS, la « nationalisation franche de la sidérurgie et des mines de fer » et le « plan acier » du PCF ont un seul et même but : regrouper le secteur sidérurgique aux mains de telle ou telle fraction de la bourgeoisie :

Ferry, de passage récemment en Lorraine, a affirmé à propos de la sidérurgie de l'Est : « Le coefficient moyen de « modernité » de son appareil de production (...) sera encore amélioré considérablement quand toutes les installations hors d'âge auront été arrêtées, et quand les nouveaux inves-

Cela signifie que, profitant de la crise actuelle, les maîtres de forges procèdent à une indispensable « rationalisation » du secteur sidérurgique, en regroupant les installations, afin d'augmenter leur compétitivité, et les profits, ceci en augmentant l'exploitation des travailleurs et en comprimant les effectifs salariés.

Au niveau de l'Europe des Neuf, pour le moment, la bourgeoisie monopoliste a mis en place, un « plan anticrise acier » qui vise à la fois :

1) A limiter la concurrence entre les sidérurgies de l'Europe des Neuf (fixation des prix minima).

2) A lutter contre la concurrence extérieure, en particulier de la part du Japon et des États-Unis, mais aussi de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est, par des mesures de protection douanières, la limitation des importations, etc. Il s'agit de préserver son propre marché et de gagner

celui des rivaux en s'unissant au sein de l'Europe des Neuf.

3) A lutter contre les travailleurs européens, par le financement de plans de restructuration qui aboutissent toujours à des plans de licenciement, par l'intermédiaire de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

Correspondance



● Foyer de l'Yser - Saint-Denis (93)

# La mairie PCF refuse de reloger les immigrés La lutte continue



A la sortie du conseil municipal.

Une soixantaine de travailleurs immigrés occupent les sièges du public à la séance du Conseil municipal

de St-Denis.

Ils y sont venus pour demander à la mairie qu'elle prenne position sur leur re-

logement. Depuis un an et demi, les résidents font la grève des loyers car ils refusent de

**C'EST PAS UNE VIE : FOYER de L'YSER**

Nous sommes des travailleurs immigrés parqués dans un terrain vide au dessous des lignes à haute tension entre la déchèterie de St-Denis et l'usine d'épuration d'Erigny.

Nous dormons dans de vieilles baraques en tôle 16 personnes par 22 m<sup>2</sup> sur des fils superposés. Les radiateurs sont à peine tièdes. Il fait si froid parfois l'eau gèle dans les canalisations et en de crevés de chauffage il y a plein de courants d'air à pleins vents partout et la pué

la déchèterie. Il y a plein de rats de partout. On ne peut s'asseoir, on ne peut s'allonger. On ne peut pas se laver, ça commence à être un enfer et comme on n'a pas les mêmes horaires de travail les uns restent les autres.

Pour aller aux toilettes il faut aller jusqu'à Paris et dans le froid il y a seulement 42 m<sup>2</sup> pour tout le foyer. Il y a pas de chauffage, les canalisations sont cassées pour une seule personne pour se doucher il faut aller à St-Denis.

Dans les soirées, il y a seulement 22 radiateurs et beaucoup ne marchent pas. Pour les personnes pas de droit pas d'indemnités pour les enfants, pas de magasins à proximité.

Et les patrons disent que les travailleurs immigrés ont "des problèmes". Il ne faut pas s'attarder à 46 par chambre, ou l'un de nous attrape la grippe, les autres s'attrapent aussi.

Depuis un an et demi nous sommes en grève de loyers, nous refusons de payer 1600F par mois pour 62 m<sup>2</sup> de dortoir. Même à Paris, un appartement tout confort n'est pas aussi cher.

Nous exigeons d'être relogés tous ensemble et rapidement à St-Denis, dans un vrai logement, avec des chambres de 1 ou 2 personnes, avec un statut de locataires, pour un foyer maximum de 150F par personne.

Les Résidents du foyer de l'Yser

Le panneau des résidents sur la porte du conseil municipal.

payer pour un logement insalubre, réclament leur relogement avec statut de locataire et pour 150 F par mois.

Que vient faire la mairie là dedans ? Tout simplement, le foyer est géré par

l'OPHLM où le PCF occupe les sièges. Pendant un an et demi, OD, office municipal et mairie ont ignoré cette grève, n'ont pas répondu aux lettres des résidents. Ce n'est qu'après une popularisation sur le marché de St-Denis (un tract, un dossier, une nouvelle lettre, une journée portes-ouvertes) que la mairie fut obligée d'envoyer deux conseillers pour rencontrer les représentants des résidents et encore l'un d'eux avoua ne connaître l'existence du foyer que depuis le matin.

Donc le soir, les résidents ont apposé un panneau sur leur foyer, sur la porte d'entrée de la salle du conseil. La mairie le fait enlever sous prétexte que les conseillers sont informés, qu'il n'a pas lieu d'être ; puis un conseiller fait un quart d'heure de considérations générales sur l'immigration et consacre en tout et pour tout deux minutes au foyer.

Puis Berthelot, le maire, comme aucun conseiller ne prend la parole, parle pour expliquer qu'à Saint-Denis, il n'y a pas assez de logements HLM, qu'il ne peut loger les immigrés en HLM pour 150 F par mois à quatre pour un F 4, que ça créerait des « troubles de jouissance » « que la solution à trouver ne doit pas être aux dépens des HLM de St-Denis », « qu'il faut une meilleure répartition des immigrés sur le 93 » sinon ça crée des problèmes et il se plaint de ce que le

nombre d'immigrés ait encore augmenté à St-Denis.

Ce qu'il ne dit pas, c'est que la commune est une des sept municipalités PCF sur le 93 à imposer une limitation du nombre des immigrés à 15 % dans les HLM !

Bref, la mairie prend la résolution de condamner le foyer de la rue de l'Yser comme insalubre, demande sa fermeture... mais refuse de reloger les travailleurs ! et leur propose au contraire « d'aider » la mairie par une délégation auprès du Conseil général (où le PCF a la majorité absolue des sièges!) et passe à autre chose.

Les immigrés n'ont pu prendre la parole et sortent très mécontents, convaincus que la mairie se fout d'eux.

Les logements pourtant, existent, mais la mairie se retranche derrière le fait « qu'elle ne peut rien faire, que ce n'est pas sa faute, s'il y a des immigrés, que c'est au gouvernement à régler ce problème », etc.

Parallèlement, la mairie achète des terrains pour y construire des musées ou faire une opération prestige autour de la basilique.

Décidément, avec son attitude par rapport aux jardiniers et par rapport aux immigrés, la gestion PCF ne diffère pas de celle des autres mairies. Les résidents par leur lutte, ont obligé la mairie à intervenir, et ils restent convaincus que c'est par la lutte qu'ils obtiendront satisfaction.

Correspondant local HR

## Femmes

### La vie quotidienne d'une gardienne de lavatory

Etre gardienne de lavatory, c'est-à-dire gardienne de WC publics, ce n'est pas gai en soi. Toute seule la journée et le début de la soirée au milieu d'odeurs de toutes sortes parmi lesquelles l'odeur du désinfectant est loin d'être la meilleure, il faut avoir besoin de sous pour la faire.

M... a bientôt la soixantaine, cela va faire bientôt trois ans qu'elle est gardienne de lavatory. Elle commence sa journée à 9 h 30 et la finit à 19 h. Pour gagner un peu plus de 2 000 F par mois, il faut faire son mois complet, c'est-à-dire 256 h. Elle n'est pas titulaire, comme toutes ses collègues d'ailleurs. Certaines ayant entre 75 et 78 ans sont embauchées à l'occasion, leur maigre retraite ne leur permet pas de vivre décemment. Le capitalisme exploite jusque y compris les

vieux travailleurs. Son patron, monsieur Roux, concessionnaire de la Ville de Paris, est aussi un patron de la publicité. Il a d'ailleurs deux panneaux publicitaires éclairés la nuit autour du lavatory. Le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est un capitaliste comme les autres qui n'hésite pas à brandir le « Si vous n'êtes pas contentes, vous partez ».

Il joue sur la peur des gardiennes de perdre un emploi précaire où de nombreuses employées ont le statut « d'intérimaires intermittentes ».

Dans ces conditions, il est difficile de lutter et pourtant M... lutte.

M... a le plus mauvais lavatory qu'on puisse espérer quand on est militante syndicale. Il est vieux, pas réparé, le chauffage est au charbon. Elle n'a pas

de coin pour manger. D'ailleurs, le repas n'est pas prévu dans ses heures de travail. Elle doit manger en cachette. Elle n'a pas le droit non plus de quitter son lavatory et comme elle passe une bonne partie de sa journée seule, ça n'arrange pas sa santé.

Elle a fait plusieurs lavatories dont un où l'éclairage se faisait encore avec des mèches à gaz qu'il fallait allumer. Ce qui du point de vue de la réussite est lamentable.

S'il vous arrive un accident, vous êtes seule pendant un bon moment, vous pouvez mourir, le patron s'en moque.

Il n'y a pas de téléphone, pas de signal d'alarme en cas d'agression. Car, dans les lavatories, on rencontre de tout jusqu'aux satyres.

M... travaille sept jours de suite et a le 8<sup>e</sup> de congé.

Si elle travaille un dimanche ou un jour férié, elle est payée en heures normales, c'est le cas pour toutes les gardiennes. Elle fait donc plus de 60 h par semaine.

Et puis, il y a les produits employés en particulier l'alphee qui est livré par la préfecture de la Seine. Beaucoup de gardiennes ont été à l'hôpital à cause de ces produits et de celui-là en particulier. Il provoque des nausées, des vomissements, des troubles mentaux, etc., choses qui ne sont pas reconnues par la Médecine du travail ou qu'elle veut ignorer.

Voilà qui montre la réalité de l'exploitation capitaliste des gardiennes de lavatory. Dénoncer cela est important. Faire connaître ces conditions de travail est aussi un acte de solidarité envers ces femmes. Nous retournerons voir M...



Informations générales

**Télévision**

Mercredi 5 avril à 20h30 sur A2

Magazine d'actualité

**Question de temps**

« Vingt-quatre heures à perpétuité ». Cette émission, tournée à la prison centrale pour femmes de Rennes, se propose de nous montrer la vie quotidienne dans cet univers carcéral. Paul Lefèvre interviewe une détenue de 27 ans, condamnée à perpétuité pour le meurtre de son mari, et qui s'est vue refuser toute mesure de grâce.

Nous la voyons dans sa cellule, à la promenade, au réfectoire.

La répression subie par les femmes dans les prisons apparaît comme une caricature de la répression quotidienne dont elles sont victimes du fait de leur statut social.

Minute par minute, on veut contraindre la détenue à s'humilier dans une attitude suppliante, en lui imposant de demander des autorisations pour la satisfaction de ses moindres besoins.

Une émission à voir et à discuter avec les camarades de travail.

Judi 6 avril sur TF1

à 20h30

**Jean-Christophe**

6e épisode du feuilleton TV

d'après l'œuvre

de Romain Rolland

à 22h30

**Dupont Lajoie film français**

de Yves Boisset (1974)

A 22 h 30, Dupont Lajoie (Film français de Yves Boisset - 1974).

Propriétaire d'un café à Paris, Georges Lajoie est un Français moyen qui n'aime ni les Noirs, ni les Arabes, ni les jeunes à cheveux longs. En vacances avec sa famille, il retrouve dans un camping des amis de province. Rencontrant par hasard Brigitte, la fille d'un de ses amis, Lajoie cherche à abuser d'elle et la tue par accident. Il cache le corps dans un chantier voisin pour que les soupçons se portent sur des ouvriers maghrébins.

Beaucoup de critiques peuvent être faites à ce film, cependant la démonstration qu'il apporte de la violence collective à l'égard des immigrés et de l'intervention du pouvoir dans une enquête policière ne manque pas d'intérêt. Il peut en outre fournir une bonne occasion de discuter des problèmes du racisme avec ceux qui auront vu ce film.

Vendredi 7 avril à 21h30 sur FR3

**No1 : l'atome cet inconnu**

C'est la première d'une série de quatre émissions, qui se propose d'informer sur l'histoire de l'atome et de la recherche nucléaire. C'est un sujet d'actualité où se trouve posé le problème de la responsabilité de la science, du savant et du pouvoir.

L'histoire commence en 1896 par la découverte de la radio-activité que fait Henri Becquerel. Puis ce sera la découverte du radium par Pierre et Marie Curie qui recevront en 1903 le prix Nobel de chimie pour leurs travaux. Marie Curie recevra en 1911 son deuxième prix Nobel pour son traité de radio-activité.

Toute cette première moitié du vingtième siècle est marquée par d'actives recherches, particulièrement en Europe : à Cambridge, à Rome, à Berlin, les découvertes se succèdent. A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Otto Hahn, sans en saisir toute la portée, provoque la fission d'un atome d'uranium. La voie est ouverte qui va conduire rapidement à la bombe A.

Le réalisateur s'est efforcé d'éviter le cours de physique, tout en apportant les explications scientifiques nécessaires à la compréhension de l'ensemble. C'est une histoire passionnante sur un sujet d'importance majeure.

**Les élections sont passées**

**La hausse des prix reprend de plus belle**

Barre avait fièrement annoncé avant les élections les indices de prix inhabituels (plus 0,3 % par exemple) par leur modération.

Cela n'aura duré précisément que le temps des manœuvres électorales. Déjà, le dernier indice remontait à plus 0,7 %.

Mais aujourd'hui, Barre paraît vouloir céder à la revendication patronale de

liberté des prix, ce qui en langage ordinaire, veut dire hausse des prix. Ont été annoncées les hausses suivantes : la baguette de pain augmente de 10 centimes, le gros pain de 20 centimes, les journaux de 10 à 20 centimes. Le lait pasteurisé va augmenter de 5 centimes le litre.

Le 15 avril, le prix des produits pharmaceutiques

va croître de 2,5 %. Le 1er mai, le prix du charbon augmentera de 6 à 8 %. Au 1er juin, ce sera au tour du prix de l'essence et du fuel domestique d'augmenter de 7 %.

A ceci, il faut ajouter la hausse prévue des tarifs dits « publics ». Ainsi, la direction de l'EDF souhaite une augmentation de l'électricité pouvant aller de 14 % à 22 %. Celle

de la RATP demande au gouvernement de doubler le prix du ticket. Les prix des trains, des services des PTT, du tabac vont également augmenter.

De quoi satisfaire les patrons et leur soif de profits. De quoi acculer un peu plus les travailleurs dont les salaires ne suivent plus la hausse des prix.

**Inondations en Seine et Marne**

De graves inondations touchent certains quartiers de Paris et surtout la Seine-et-Marne. A Paris, la Seine est au plus haut et recouvre les voies de circulation le long des berges.

Dans la Seine-et-Marne, les eaux de la Marne, de la Seine, mais surtout du Loing inondent des quartiers de nombreuses villes. Le centre de Souppes-sur-Loing est inondé et 300 pavillons isolés, une dizaine

de rues sont recouvertes d'eau.

A Nemours, la rue principale est recouverte de 10 à 15 centimètres d'eau, les sous-sols des maisons et des magasins sont inondés. La nationale 7 est coupée au sud de la ville.

A Saint-Mammès, touchée à la fois par la crue de l'Yonne et du Loing, tous les quais sont submergés et la départementale 301 était recouverte dimanche.

La Marne elle, bien qu'ayant moins inondé, a inondé près de 400 pavillons dans la région d'Ébly et de Chelles.

L'Essonne, l'Yvette sont aussi en crue. Les étudiants de la cité universitaire de Bures devaient entrer dans leur chambre par la fenêtre du 1er étage. A Palaiseau, Villebon, Orsay, Gif, une cinquantaine de pavillons sont inondés.

Nous n'établirons pas la liste complète des villes touchées. Dans certaines d'en-

tre elles, ces inondations sont courantes et les habitants depuis longtemps demandent que des travaux soient entrepris pour les éviter.

C'est le cas de Nemours où ils demandent une modification (qui est très faisable) du tracé du cours du Loing. Dans certaines autres villes, des travaux de régularisation au cours des rivières nécessaires pour empêcher les inondations n'ont jamais été effectués.

**Chanson**

**Un événement : URRIA**

Urria, en basque, c'est octobre. C'est aussi le nom d'un groupe de musiciens et de chanteurs basques qui vient d'enregistrer une cassette comportant huit chansons basques. Cette cassette est un événement.

En exergue, le papier de présentation porte ces mots « La musique du peuple au service du peuple ». Ces chants basques sont en effet des chants populaires qui racontent la vie difficile des petits paysans, leurs luttes aussi. Toute une tradition populaire riche en luttes, riche en musique nous est offerte dans ces huit morceaux.

Mais surtout, il faut écouter la voix des chanteurs. Des voix exceptionnelles, d'une pureté totale, d'une très grande beauté qui ne peut se décrire, telle que nous n'en entendrez jamais à la radio et à la télé.

Nous sommes en présence d'un événement exceptionnel. Nous l'avons dit. Nous le redisons encore.



Il faut écouter ces chants, cette musique. Sans doute nous n'avons jamais connu pareille richesse sous une enveloppe aussi modeste. Il faut écouter non seulement cette musique basque pleine de rythme et de mouvement de danse, cette musique profonde faite avec des instruments aussi simples que l'accordéon, le violon, la vielle, la mandoline, les tambours.

Nous conseillons à nos lecteurs de se procurer cet enregistrement magnifique où la chanson populaire et progressiste est servie par une interprétation d'une beauté rarement atteinte dans un tel domaine.

Il nous reste à formuler le souhait que ces huit chansons soient enregistrées le plus rapidement possible sur disque.

**Abonnez-vous !**

SI VOUS VOULEZ CONNAITRE NOTRE JOURNAL

Vous avez deux possibilités :

- Le réclamer chaque jour chez votre marchand de journaux.
- Vous abonner en renvoyant le bulletin d'abonnement ci-dessous.

**COMMENT S'ABONNER ?**

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE  
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18  
Paiement par chèque ou mandat  
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN			
	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

  

BIMENSUEL			
	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases coorespondant à la formule choisie.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Rue : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_



De notre envoyé spécial.

## Le bénévolat contesté

# «Au début on y croit, mais très vite...»

Après le plan Polmar, voici le plan Bellemare, deuxième énorme canular. Telle est l'impression qui règne de plus en plus à Brest. Le plan Polmar, selon le gouvernement, devait éviter que de telles catastrophes se produisent. Le plan Bellemare, les appels au bénévolat d'Europe 1, d'Antenne 2 ou FR3 devraient permettre d'y remédier. En fait qu'en est-il ?

Nous avons rencontré une jeune étudiante qui a passé une journée à ramasser du pétrole sur la plage de Saint-Pabu. Elle avait auparavant participé à une action pour sauver les oiseaux mazoutés.

« J'ai travaillé de 10 h à 12 h, puis de 14 h à 17 h, les pieds et les mains dans

le pétrole. Quand on arrive, quand on descend des cars, ils nous amènent vers des baraques. Ils nous donnent des cirés (impermeables et pantalons), des bottes et des gants. C'est du matériel venu de l'opération Bellemare.

» Très vite, plusieurs cirés et surtout des pantalons

n'ont pas tenu le coup et ont craqué aux coutures.

» Au fond, ça sert à quoi ? Quant au matériel pour travailler, c'est plutôt archaïque. Une équipe devait frotter les rochers avec une brosse et un seau d'eau. L'eau du seau, ils allaient la chercher dans la mer... de l'eau pétrolée !

» Mon équipe devait ramasser du pétrole avec un tamis dans les creux où il s'accumule puis le mettre dans une poubelle (les poubelles Bellemare !), ensuite le pétrole est entassé dans des fûts.

» Quand j'ai demandé où allaient les fûts, on m'a

répondu " On ose à peine le dire, ça va dans une carrière ". J'ai répondu " Si c'est pour aller polluer maintenant le sol, je refuse de travailler ". Alors, le responsable s'est très vite contredit " Non, non en fait, ça va à Brest où c'est retraité ".

» De toute façon, on ne peut pas vraiment contrôler où vont le pétrole et les déchets. Ils doivent sans doute faire comme les fois précédentes les entasser dans des fosses qui polluent le sable et les eaux souterraines.

» Très vite, on se rend compte que ce travail ne sert pas à grand chose. Sur le sable à Saint-Pabu, la mer



dépose le pétrole par vagues, ce qui fait toute une série de stries brunes. Pour le ramasser ou bien tu enlèves un centimètre de sable, ou bien il reste la moitié de pétrole.

» A la fin, tu es découragée. Pour te reconforter, on t'annonce qu'un groupe de 15 personnes a ramassé trois tonnes en un après-midi. Mais on ne peut pas dire que la plage soit propre.

### ET LA SÉCURITÉ

» Par ailleurs, il n'y a presque aucune condition de sécurité. Il y a théoriquement un secouriste par groupe de 30, mais comme les groupes sont divisés en plusieurs équipes, à Saint-Pabu, il y avait des équipes sans secouristes. Si quelqu'un glissait et tombait dans le pétrole, on ne pourrait pas le soigner assez vite.

» Malgré les cirés, beaucoup ont du pétrole sur le visage et dans les cheveux, dans les bottes aussi. Une fille a attrapé des boutons, elle a dû aller à la clinique.

» Le soir, quand je suis rentrée chez moi, j'étais crevée et j'avais mal à la tête. Là-bas, avant de par-

tir, il faut se laver avec une espèce de détergent. Puis, il faut nettoyer les cirés et les bottes avec un produit chimique, mais tu ne réussis jamais à bien les nettoyer et les autres, le lendemain, devront utiliser le même matériel.

### J'ÉTAIS ALLÉE POUR DISCUTER

» J'étais allée aussi pour discuter avec les gens. Parce qu'au fond, je ne suis pas d'accord avec le bénévolat. C'est une entreprise publicitaire, mais ça ne sert pas à grand chose.

» Il est très difficile de discuter quand on a les pieds et les mains dans le pétrole. Quant aux soldats, on ne les voit pas. Tout est fait pour les isoler des bénévoles.

» J'ai discuté avec un paysan qui venait là tous les après-midi depuis deux semaines. Je lui ai dit :

" Mais ce que vous faites ici, c'est du boulot que nous ne pouvez pas faire à la ferme ". Il a répondu que, bien sûr, c'était vrai et que le lendemain, il ne pourrait plus venir. Mais il a ajouté :

" On ne peut pas compter sur le gouvernement, si nous on ne le fait pas, personne ne le fera ».

## 20 000 à Brest

# «Les pollueurs doivent payer»

Brest, samedi. A l'appel des syndicats, 20 000 personnes ont manifesté dans les rues de Brest, samedi 1er avril à 15 h.

Rocard, l'homme qui monte au sein du PS, s'était fait annoncer par les journaux. En fin de compte, il n'est pas venu manifester. Peut-être avait-il peur que les manifestants ne lui demandent pourquoi le PS était si tard dans l'action contre la marée noire. Rocard était pourtant dans la région, mais il a préféré rencontrer dans le calme les élus socialistes pour préparer la conférence de presse de Mitterrand, ce mardi, à l'Hôtel de Ville.

En tête de la manifestation, les notables de gauche striés de bleu-blanc-rouge marchent lentement les mains dans les poches.

Marins-pêcheurs, ouvriers de l'arsenal, travailleurs des PTT, lycéens et étudiants, militants des comités anti-marée noire défilent au coude à coude.

Les slogans de la manifestation sont très clairs : « Les responsables de la catastrophe ? Les capitalistes et leur gouvernement ». « Ceux qui doivent payer ? Eux et eux-seuls, les pollueurs ». « Le plan Polmar ? L'action de Becam

qui s'honore du titre pompeux de secrétaire d'État chargé de la Coordination des efforts de lutte contre la pollution ? Que cela est un énorme canular ! ».

Après avoir descendu les grandes artères de la ville, au moment de la dispersion, de nombreux manifestants restent sur place : 2 000 à 3 000 personnes, surtout des jeunes, décidaient de continuer à manifester. Elles descendaient alors vers la préfecture, forteresse des temps anciens, camp retranché, muraille hérissée de tourelles, gardée par les CRS en haut des créneaux.

Les grenades lacrymogènes dispersèrent en partie cette manifestation. Plusieurs centaines de personnes se regroupaient cependant à plusieurs reprises, malgré les CRS qui n'hésitaient pas vers 18 h à joindre les grenades offensives aux grenades lacrymogènes. La brutalité policière a fait plusieurs blessés amenés en ambulance. Vers 19 h, quelques dizaines de manifestants restaient groupés sur les marches de l'Hôtel de Ville.

## «Ils nous ont tabassés et gardés toute la nuit»

« Ils nous ont tabassés et gardés toute la nuit ». Brest, dimanche, 10 h. Ils sont trois, une fille et deux gars. Trois des quatre arrêtés samedi à 2 h du matin par la police au cours d'une rafle dans la rue. Ils sortent du commissariat de la rue Colbert.

« On a été arrêtés dans une rafle, ils nous ont matraqués, frappés, mis dans des cars. Au commissariat : insultes et menaces. Ils ont dressé des procès-verbaux et nous ont mis dans des cellules, isolés les uns des autres. ».

« Ils sont surtout agressifs vis-à-vis des femmes. J'ai eu droit toute la nuit aux pires réflexions. Ça va de " Dors bien ma chérie " aux trucs les plus vulgaires. D'autant plus que ma carte d'identité a été faite en Algérie. Ce qui réveille leur racisme. ».

« Ils étaient à moitié saouls, il faut savoir qu'à la cave du commissariat de la rue Colbert, j'ai vu, il y a quelque temps, un grand bar avec un énorme comptoir et des boissons à prix réduit. Alors... ».

« Ils étaient aussi enragés de leur échec de la veille quand ils ont essayé à plusieurs reprises de dissoudre la manifestation. On est décidés à porter plainte ».



## Partout la même impression

- Partout où nous sommes allés, les gens ont la même impression : au fond cela ne sert à rien !

- A la faculté, vendredi après-midi, c'était cela le débat : « Les volontaires c'est comme les soldats, c'est de la main d'œuvre gratuite ». « Pourquoi ne pas embaucher des chômeurs ? Payés au SMIC à 2 400 F ». « Ce que l'on fait, cela ne sert pas à grand chose si ce n'est à faire croire que c'est comme cela que l'on va résoudre les problèmes. Mais c'est faux. »

A l'hôpital, même discussion. A l'arsenal aussi où l'on propose aux ouvriers de prendre une journée sur leurs congés payés pour aller nettoyer ! Même débat enfin à l'assemblée de coordination des comités anti-marée noire.

En général la décision prise est d'aller sur les plages avec les équipes de nettoyage, mais d'y aller avec les tracts, de discuter, pour dénoncer les vrais responsables, pour poser des conditions précises.

Même les bénévoles, qui au début avaient un certain enthousiasme, reviennent vite déçus. On arrive plein de courage, mais au bout d'un moment on commence à se poser des questions... »

## Brèves

## ROSTROPOVITCH : PÉTITION DU PERSONNEL DU CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE PARIS

Paris 1er avril — Le personnel du conservatoire national supérieur de musique de Paris, en tête son directeur M. Raymond Gallois-Montbrun, et quelque 80 professeurs et assistants, ont remis à l'ambassade de l'URSS, à Paris et au ministère français de la culture, un message dans lequel ils expriment à Rostropovitch et à son épouse Galina Vichnevskaïa « leur profonde émotion devant la cruelle et incompréhensible mesure qui les frappe ».

Les personnels du conservatoire ont d'autre part apporté leur soutien au comité constitué par Yehudi Menuhin pour que soit libéré le pianiste argentin Miguel Angel Estrella, emprisonné en Uruguay, à Montevideo depuis décembre dernier.

## NARITA-JAPON : 20 000 MANIFESTANTS

Environ 19 000 étudiants, travailleurs et habitants de Narita se sont rassemblés dimanche, dans un parc près de l'aéroport de Narita (environ 70 km à l'Est de Tokyo), afin de protester contre le nouvel aéroport international de Tokyo.

Les manifestants ont appelé à un durcissement du combat afin d'empêcher une nouvelle fois l'ouverture de l'aéroport reportée à la mi-mai.

À l'issue de ce rassemblement, les opposants ont participé à la marche de 8 km sur la route longeant le côté ouest de l'aéroport. Il n'y a eu aucun incident.

## IRAN : MANIFESTATIONS ANTI-SHAH

De nouvelles manifestations contre le régime fasciste ont eu lieu dans certaines provinces iraniennes.

Les manifestants se sont attaqués ces jours derniers à des banques, des installations ferroviaires, une station de télévision, un bureau du parti officiel « Rastakhiz », une exposition de documents sur la dynastie Pahlavi, et plusieurs bâtiments publics dans l'ensemble du pays.

Par ailleurs à Khomain, ville située à l'Ouest de la cité religieuse la population a envahi vendredi le bureau du gouverneur général.

Par ailleurs, près de 70 étudiants iraniens font depuis plusieurs jours la grève de la faim dans diverses villes américaines par solidarité avec les prisonniers politiques en grève de la faim dans les prisons iraniennes, indique vendredi l'association américaine des étudiants iraniens.

Le porte-parole de l'association a précisé que 33 étudiants sont en grève depuis le 25 mars à Washington, dix étudiants depuis le 27 mars à Ann Harbor (Michigan), quinze autres depuis le 28 mars à Oklahoma, enfin dix étudiants depuis le 29 mars à East Lansing (Michigan).

Selon l'association, des milliers de prisonniers politiques font la grève de la faim dans les prisons iraniennes pour protester contre le massacre récent des citoyens iraniens par le régime du Chah, et attirer l'attention sur la situation dans les prisons. Les étudiants veulent, par leur mouvement, attirer l'attention de l'opinion publique mondiale sur cette situation.

## ISRAËL : MANIFESTATION POUR LA PAIX

Trente mille personnes ont participé, samedi soir, à un meeting organisé à Tel-Aviv, par le mouvement « La Paix dès aujourd'hui » qui est animé par les trois cents officiers de réserve qui, il y a un mois, envoyèrent au Premier ministre une lettre qui fit beaucoup de bruit.

Les orateurs, des jeunes gens n'appartenant à aucun parti, ont vivement critiqué la politique de M. Begin qui, à leur avis, constitue « un obstacle à la paix ». La paix, ont-ils affirmé, « vaut plus que le grand Israël, plus que les territoires occupés ».



## PINOCHET CENSURE ANTENNE 2

La série de reportages réalisés par J. Berzosa intitulée « Impressions du Chili », dont le premier volet devait être diffusé dimanche soir sur Antenne 2 a été retiré du programme. En effet, samedi l'ambassade du Chili en France a entamé une procédure en référé... le réalisateur ayant refusé les censures qu'elle exigeait.

## ● Paris

## Avec le peuple palestinien

Deux importantes manifestations de solidarité avec les peuples palestinien et libanais, victimes de l'agression sioniste, se déroulaient ce week-end à Paris.

Vendredi, à l'appel de l'Union générale des étudiants palestiniens (GUPS) commémorant la « Journée de la Terre » palestinienne, une foule attentive remplissait la salle B de la Mutualité.

Tour à tour, Mustapha Hicham, au nom de l'OLP, le professeur Larivière de l'AMFP et un représentant du Mouvement patriotique libanais dénonçaient les nouveaux crimes de l'État sioniste et exaltaient l'héroïsme et l'efficacité de la lutte conjointe des peuples palestinien et libanais.

Le chanteur libanais, Hatem, soulevait l'enthousiasme de la salle par ses chants de révolte et d'espoir.

« Nous avons été obligés d'apprendre à nos enfants les lois de la guerre

Nous leur avons appris la vigilance pour faire face à l'ennemi

Et nos enfants nous ont appris à mourir pour atteindre la liberté

Nous leur avons appris l'amour du peuple...



Nous leur avons conseillé de rester parmi les masses le ferment et le noyau... Et surtout

Nous leur avons appris, et nous aussi, avons appris l'amour de la Terre arabe ».

Le samedi 1er avril, plus de 2 000 personnes se rassemblaient, place de la République, derrière le drapeau palestinien qui flottait en tête de la manifestation.

Derrière une large banderole « Troupes sionistes hors

du Liban ! » signée des organisateurs (organisations arabes en France, AMFP, Humanité rouge, PCR ml UCF ml, OCT...), travailleurs français et arabes se pressaient en rangs serrés.

Dans le cortège, parsemé de banderoles en français et en arabe et de drapeaux palestiniens, les mots d'ordre fusaient, enthousiastes et déterminés : « Vive la Résistance du peuple palestinien ! », « Vive le Liban arabe, uni et démocratique ! ».

« A bas Israël, Palestine démocratique ! », « Vive l'OLP ! Palestine vaincra ! ».

Malgré la présence d'un énorme déploiement policier, la manifestation se terminait sans incident. Elle a marqué une riposte de masse aux actions des pro-sionistes à Paris qui prétendaient tenir le haut du pavé, faire fermer le bureau de l'OLP et interdire l'expression publique de tout mouvement de solidarité avec le peuple palestinien.

## Accueil chaleureux à Shanghai pour les marins du « Duguay-trouin »

Dans une atmosphère sans protocole, un festin somptueux arrosé de vin et d'alcool de riz et ponctué de discours à l'amitié franco-chinoise, a clôturé samedi soir la première journée du séjour officiel en Chine des marins français du « Duguay-Trouin ».

Le navire français est arrivé samedi matin à Shanghai pour une visite officielle d'une semaine. Deux cents marins soit les deux-tiers environ de l'équipage de la frégate française, ont participé à ce dîner de gala offert par la flotte de l'Est chinoise, la garnison et la municipalité de Shanghai.

L'amiral Hsieh Cheng-Hao, commandant adjoint de la flotte de l'Est, qui présidait ce banquet, et le commandant du « Duguay-Trouin », Pierre Bovis, ont souligné l'attachement réciproque de la France et de la Chine à l'indépendance nationale. L'amiral Hsieh a réaffirmé la poursuite de la politique du président Mao Tse-toung en matière étrangère afin de contrecarrer « les vexations des super-puissances » et de faire face « à l'hégémonie des super-grands ».

Selon l'Agence France Presse :

— Un discours improvisé a conquis les cœurs des ma-

rins français. Le général Chang Ping Wu, directeur adjoint du département des relations extérieures du ministère de la Défense nationale, et ancien attaché militaire chinois à Paris, s'est taillé un succès de popularité : « Plus de protocole remplissons nos verres, officiers ou simples marins, buvons le plus possible au renforcement de l'amitié entre les peuples chinois et français ».

Le matin :

À partir du Port de Wusung, en aval de la métropole industrielle, les équipages de tous les navires de guerre chinois, placés par des coups de sifflets stridents dans des gardes-à-vous impeccables le long des bastions, saluaient le passage des deux navires.

Sur le « 105 » comme sur le « Duguay-Trouin », les marins étaient placés également en rang sur les ponts, sans armes, et rendaient les saluts. D'innombrables ve-

dettes de la police maritime chinoise écartaient tout navire inopportun sur la route officielle.

Dans les chantiers navals, les ouvriers avaient abandonné chalumeaux et marteaux pour voir, depuis les bateaux en construction ou en carénage, passer l'unité française.

Le « Duguay-Trouin » jeta l'ancre au milieu du Huangpo peu après 9 H locales (1 H GMT), au terme d'un périple de quelques dix mille milles marins, depuis Brest, qu'il a quitté le 28 février dernier.

Le commandant Bovis et une délégation de plusieurs dizaines d'officiers, d'officiers-marins (sous-officiers) et marins sont venus à terre sous un petit crachin glacé, pour une cérémonie d'accueil très chaleureuse organisée par la municipalité et la garnison de Shanghai et par la flotte de l'Est.

Sur le quai, un détachement en armes de la milice, fusil au pied, et des détachements, sans armes, de l'armée de terre et de la marine chinoise ont été passés en revue par le commandant Bovis au son des tambours, des gongs, et des

cuvres.

Des centaines de fillettes et jeunes garçons agitaient des bouquets de fleurs en papier ou dansaient pour les marins français dont les pompons rouges n'avaient pas été vus en Chine depuis quelque 30 ans. Sur les murs des immeubles bordant le quai des banderoles de bienvenue avaient été accrochées : « Chaleureuse bienvenue à l'équipage français du Duguay-Trouin », « Nous soutenons fermement les peuples des pays européens dans leur lutte contre l'hégémonie ».

Samedi soir, l'amiral Hsieh Cheng-Pao, commandant adjoint de la flotte de l'Est, a présidé un grand dîner donné en l'honneur de l'équipage du « Duguay-Trouin » suivi d'une soirée artistique.

Samedi après-midi, des visites de communes populaires étaient organisées.

Les hôtes militaires et civils des marins français ont prévu pour les jours à venir des visites organisées de chantiers navals et d'unités maritimes, des excursions dans les villes de Hangchow et de Spochow et d'innombrables banquets.